

LE COMMERCE NON SEDENTAIRE AU MAROC : UN PROBLEME DE GOUVERNANCE

De

Abdelouahed MESSAOUDI

Professeur d'Economie et Gestion à la FSJES de Settat, Université Hassan I.

Résumé :

Le commerce ambulant est rejeté et combattu par tout le monde au Maroc, alors que par ailleurs, il joue un rôle d'animateur économique de grande importance. En effet, même dans les pays développés où la concurrence est rude, le commerce non sédentaire continue de remplir sa fonction à côté du commerce sédentaire. Même au Maroc, les études effectuées montrent qu'il est acteur économique et social incontournable. Il est créateur de valeur. Il constitue une activité génératrice de revenu et créatrice d'emploi. C'est un substitut provisoire à l'emploi salarié, un domaine propice à l'entrepreneuriat, une activité de proximité convenable aux ménages à faible revenu et un palliatif à l'insuffisance des marchés municipaux et à leur incapacité à satisfaire les besoins des clients en quantité et en qualité.

Si tel est le cas, n'y a-t-il pas d'autres alternatives aux logiques stériles d'éradication ou de sédentarisation ?

Mots-clés :

Le commerce non sédentaire, Maroc, commerce ambulant, entrepreneuriat, gouvernance.

Abstract :

Street trading is rejected and fought by everyone in Morocco, while in addition, it plays an economic role as facilitator of great importance. Even in developed countries where the competition is tough, non-sedentary commerce continues to fulfill its function next to the sedentary trade. Even in Morocco, the studies show that it is essential economic and social actor. It creates value. It is an income generating activity and creating employment. This is a temporary substitute for paid employment, an area conducive to entrepreneurship, a suitable activity near the low-income households and a palliative to the lack of municipal markets and their inability to meet customer needs in quantity and quality. If this is the case, are there no alternative to sterile logic eradication or sedentary?

Keywords:

The non-sedentary commerce, Morocco, street trading, entrepreneurship, governance.

Introduction

À partir de la deuxième moitié du siècle dernier déjà et davantage encore en ce début du XXI^{ème} siècle, les deux composantes de l'économie marocaine à savoir les secteurs public et privé montrent des signes d'essoufflement en matière de création d'emploi sous l'emprise des crises et des récessions mondiales successives. Les plans de redressement économique imposés au Maroc par les institutions financières internationales n'ont fait qu'attiser la paupérisation, la précarité et l'exclusion d'une large frange de la population qui continue, pourtant, d'accroître inexorablement. D'où, l'afflux des millions de migrants ruraux vers les villes et l'entassement dans leurs périphéries dans des conditions peu enviables. Ils tentent tant bien que mal de survivre, ils « se débrouillent » le plus souvent en marge des lois et des règlements urbanistiques, commerciaux et fiscaux. Pour ce faire, ils s'adonnent à toutes les activités légales ou illégales pourvu qu'elles leur font gagner de l'argent : cireurs, ramasseurs d'objets recyclables dans les poubelles et les décharges publiques, élevage dans les villes, mendicités, vente de drogue, vols, bricolage, travail domestique; bref, d'innombrables activités qui ne cessent de fasciner les experts internationaux pour essayer de décrire un phénomène qui constitue l'autre face du sous-développement et qu'on qualifie depuis 1972 de secteur informel¹.

Au Maroc, ce secteur contribue à raison de 17% du PIB. Il occupe 1.233.240 personnes qui réalisent un chiffre d'affaires de l'ordre de 166.346,2 millions de dirhams. Comme annoncé ci-dessus, il comprend des activités diverses englobant l'industrie, l'artisanat, la construction, le commerce et les services. Nous nous intéressons plus particulièrement au commerce informel non sédentaire ; c'est-à-dire cette activité commerciale exercée sur le domaine public en dehors de locaux fixes dûment autorisés et appelée communément commerce ambulant². En effet, la prolifération des marchands ambulants et leur omniprésence dans le vécu quotidien des villes marocaines a pris une ampleur telle qu'elle n'épargne pratiquement aucune ville quelle que soit sa taille, son implantation et son importance économique³.

¹ Appelé aussi économie informelle, l'expression est une création des institutions internationales dont le Bureau International du Travail pour désigner certains traits caractéristiques de la dualité du système de production et de l'emploi observés dans les pays en développement. Depuis, plusieurs termes sont utilisés pour désigner l'économie informelle. Ainsi, on trouve :

Économie non officielle	Économie illégale	Économie irrégulière
Économie non déclarée	Économie non enregistrée	Économie périphérique
Économie submergée	Économie non observée	Économie de l'ombre
Économie sous-marine	Économie cachée	Économie dissimulée
Économie parallèle	Économie souterraine	Contre-économie
Économie alternative	Économie clandestine	Économie invisible
Économie autonome	Économie secondaire	Économie noire
Économie grise	Économie duale	
Économie marginale	Économie occulte	

Source : D'après Willard, 1989, cité dans « l'économie informelle dans le tiers- monde », page12.

² En France, le commerce non sédentaire se divise en commerce ambulant et en commerce forain. C'est la durée de résidence du commerçant qui distingue les deux activités (voir infra).

³ Nous incluons dans cette catégorie en plus des commerçants de tous les produits, les personnes qui font toute sorte de réparation.

Ce type de commerce constitue actuellement un véritable défi aussi bien pour les autorités locales (Administration territoriale, élus et Sûreté) que pour les habitants des villes. Il s'est imposé en véritable phénomène devant lequel les pouvoirs publics ont fait preuve d'un échec cuisant. Phénomène car au-delà de ses aspects pittoresques qui rappellent étrangement la tradition séculaire des souks au Maroc et les rôles d'animateurs économiques, culturels et sociaux qu'ils ont joués à travers l'histoire, la problématique du commerce ambulant se pose sous d'autres aspects beaucoup plus dangereux si les différents intervenants n'abandonnent pas les solutions de replâtrage et de facilité et n'élaborent une véritable stratégie basée sur un diagnostic neutre et rationnel.

En effet, grâce à la facilité d'accès à cette activité, au manque de contrôle des personnes et des produits qui y sont vendus, ce secteur devient opaque échappant à tout contrôle des autorités devenues même complices voire acteurs dans la prolifération du commerce ambulants. Les marchands ambulants sont traversés par plusieurs courants aussi bien politiques que religieux, car de par leur vulnérabilité, l'absence de protection juridique et réglementaire de leur activité, leur faible niveau culturel, l'état de subsistance dans laquelle ils se trouvent⁴, le traquenard dont ils font l'objet à longueur de journée, le bakchich qu'ils sont obligés de verser chaque jour pour écouler leurs marchandises, ils sont devenus une proie facile prêts à s'allier au diable pour préserver leurs intérêts.

Cette armée de réserve silencieuse est courtisée par les différents candidats à l'approche des échéances électorales. Elle constitue également un milieu propice pour l'intégrisme de tout bord et un lieu de prédilection pour les repris de justice, les délinquants et les vagabonds. A force d'être traquée et exploitée en permanence, elle risque soit de s'exploser spontanément et instantanément avec des conséquences imprévisibles, soit de se radicaliser pour devenir une force difficile à maîtriser par la suite.

A cet égard, les observateurs intéressés se posent un certain nombre de questions sur ce phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur devenue inquiétante. Il s'agit en l'occurrence de :

- Pourquoi toutes les opérations d'organisation des marchands ambulants pourtant menées tambour battant par les pouvoirs publics n'ont pas réussi ?
- Pourquoi le commerce ambulant est taxé de tous les maux par les pouvoirs publics et la population mais les uns et les autres le tolèrent voire le protègent ?
- Selon les résultats de l'enquête nationale sur le secteur informel, 42,2% des commerçants essentiellement ambulants sollicitent l'assistance des pouvoirs publics pour acquérir un local à usage professionnel. Mais, pourquoi ils les abandonnent pour se rétablir sur la voie publique ?

Pour répondre à ces questions, nous allons développer les axes suivants :

- **Axe 1** : nous allons définir le commerce ambulant, le situer par rapport aux autres branches d'activités commerciales et présenter les différentes catégories de ce type de commerce ;
- **Axe 2** : Analyser les différentes tentatives d'organisation du commerce ambulant et les raisons de leur échec.

⁴ Interrogé sur le revenu qu'il tire de cette activité, un jeune marchand ambulant m'a répondu: « je tente de survivre ».

Axe N°1 : Le commerçant ambulant : définition et typologie

Le commerce ambulant ou commerce non sédentaire constitue la forme primitive des échanges entre les gens depuis que l'homme a dépassé l'état d'autosuffisance en dégageant un surplus économique. Pour satisfaire ses besoins autres que physiologiques, il troquait cet excédent contre d'autres biens et services que la vie en société a rendus nécessaires. Cette forme d'échange s'est développée à travers l'histoire faisant même la renommée de certains peuples réputés par leur passé commercial tels les phéniciens, les carthaginois, les Hollandais, etc. Durant toute cette étape de l'histoire, le commerce était essentiellement non sédentaire s'exerçant soit sur les cotes maritimes, ou en plein désert par les caravanes sahariennes ; bref sur le domaine public.

Avec l'évolution économique, sociale et urbanistique, cette forme de distribution ancestrale a perdu du terrain sans être totalement remplacée par le commerce sédentaire. Il s'ensuit qu'en dépit des bouleversements et des révolutions économiques, elle continue de jouer son rôle d'animateur économique incontournable dans le nouveau paysage de l'économie marchande. Assurément, le savoir faire cumulé par le commerce non sédentaire à travers sa longue résistance y est pour beaucoup dans sa longévité.

A- Définition du commerce ambulant

Le commerce non sédentaire se distingue du secteur du commerce par le fait qu'il s'exerce en dehors d'un local fixe déclaré par le commerçant, soit sur la voie publique ou sur les halles ou marchés ou sur le champ de foire ou de fête ou par voie de démarchage dans les lieux privés. Les lieux d'exercice du commerce non sédentaire peuvent être des marchés publics et privés, des lieux assimilés à la voie publique (parkings sur la voie publique, les galeries commerciales, les halles de gare, de métro, du tramway, d'aéroport et les lieux sur lesquels se s'organisent les fêtes foraines), les parcs communaux, les accotements privés de la voie publique, les parkings commerciaux, le domicile du consommateur, les manifestations promotionnelles du commerce locales appelées communément les braderies, les manifestations de promotion de la vie communale comme les festivités de réjouissance locale avec présence de commerçants, vente de fleurs dans les hôtels, restaurants et cafés et des manifestations culturelles ou sportives.

Selon la législation française, le commerce non sédentaire revêt deux formes:

- ambulant: lorsque le commerçant possède un domicile ou une résidence fixe depuis plus de 6 mois ;
- forain: le commerçant ne possède pas de domicile ou de résidence fixe depuis plus de 6 mois⁵.

Pour simplifier la lecture, nous utilisons le terme « marchand ou commerce ambulant » pour désigner le commerce non sédentaire forain ou ambulant abstraction faite de la durée de séjour.

B- Typologie du commerce ambulant

Cette section décrit les différents types de marchands ambulants ainsi que les catégories des points leur rassemblement.

1- Typologie des marchands ambulants

Il existe deux types de classement des marchands ambulants : par nature et par statut professionnel.

⁵ Qu'il soit ambulant ou forain, le commerçant doit être immatriculé au registre de commerce et des sociétés.

- Classification des commerçants ambulants par nature

Par nature, nous distinguons les marchands ambulants à étals, les marchands ambulants à charrettes tirées par des animaux ou poussées, les marchands ambulants motorisés, les « Ferrachas » et les « Attars ».

-Les marchands ambulants à étals.

Ce sont des marchands quasi-sédentaires qui s'installent dans un lieu pour y vendre des produits alimentaires tels que fruits et légumes, repas légers et boissons (restaurateurs), poisson, viandes et abats, animaux de basse-cours vivants et œufs, habillement et chaussures, produits électriques et électroniques, articles en plastiques, céréales et légumineuses, épices. Cette catégorie de commerçants pose des problèmes aux autorités car plus disposée que les autres catégories à la sédentarisation. En effet, elle commence par des étals et évolue vers l'installation d'abris en toile ou sous forme de tentes, puis en zinc synonyme d'ancienneté invoquée à chaque occasion pour revendiquer aux autorités un local en dur ou un lot de terrain.

-Les marchands ambulants à charrettes tirées par des animaux ou à charrettes poussées.

Ces commerçants se caractérisent par un degré de mobilité relativement important. En utilisant ces moyens de transport, ils s'installent dans un point de vente à l'instar des commerçants à étals pendant les heures de grande affluence. Quand l'activité baisse dans les points fixes, ils se promènent dans les quartiers pour desservir les clients lointains ou ceux ne pouvant pas quitter leurs domiciles pour une raison ou une autre. En fin de journée, ils bâchent leurs marchandises et laissent leurs charrettes sur place. Les commerçants à charrettes tirées par des animaux emmènent leurs animaux avec eux.

- *Les marchands ambulants motorisés (camions, véhicule utilitaire, voiture, triporteur, moto, vélo).* Ces commerçants profitant d'une mobilité plus grande que les autres catégories de commerçants agissent sur le facteur temps pour accroître la rotation de leurs chiffres d'affaires. Grâce à leurs moyens de locomotion, ils peuvent approvisionner rapidement leurs clients par des produits alimentaires et non alimentaires très variés.

-Les « Ferrachas ». Ces commerçants étalent leurs marchandises par terre sur les trottoirs, dans les rues ou dans les autres points de vente des marchands ambulants. Tous les produits y sont exposés à la vente de la cigarette aux articles électroniques. Le capital se situe dans une large fourchette allant de 50 DH à 10.000 DH⁶ (6). Comme les commerçants à étals, la mobilité des « Ferrachas » est réduite du fait de l'inexistence de moyen de locomotion ou de la nature de certains produits qui ne sont pas de grande consommation (articles électroménagers, habillement et chaussures, livres et revues, plantes médicinales et aromatiques). Par sexe, la proportion des femmes dans cette catégorie de commerçants est relativement importante car le capital utilisé est généralement petit (petit accessoire traditionnel de beauté et d'hygiène pour femmes, articles d'habillement de faible valeur, œufs)

*-les « Attars »*⁷. Pris dans le sens de déambulation permanente, les « Attars » se caractérisent par leur extrême mobilité. Il s'agit des colporteurs, vendeurs de cigarettes, d'huile d'olive, de miel,

⁶ A. Fejjal, Op. Cit. Page 59.

⁷ A l'origine, le terme « ATTAR » désigne en Arabe dialectal le vendeur d'épices, de produits d'hygiène traditionnelle pour femmes, de préparations à base de plante; avec la particularité toutefois de mobilité permanente dans les quartiers et les douars. Actuellement, les « Attars » se sont « semi-sédentarisés » dans les points de vente

de cacahuètes, de boissons, de glaces, d'article d'habillement, de plantes d'ornement, de plantes aromatiques et de gadgets de toutes sortes ; mais aussi des prestataires de service (réparation des articles ménagers ou électroménagers, de vitres pour maison, plomberie, montres). Ils sont soit en situation de déambulation permanente, soit quasi-sédentaires.

- Classification des commerçants ambulants par statut professionnel

Par statut professionnel, nous distinguons le marchand ambulant indépendant et le marchand ambulant salarié.

-Le marchand ambulant indépendant.

Il s'agit d'une personne travaillant seule ou en association pour son propre compte, avec l'aide des aides-familiales et/ou des apprentis non rémunérées. L'enquête nationale sur le secteur informel a révélé que 51,6% des unités informelles exploitées par un indépendant seul employant parfois des aides familiales et des apprentis sont ambulantes. D'ailleurs, la très grande majorité des indépendants, soit 91,6% ont uniquement compté sur leurs moyens propres pour créer leurs unités. Il s'agit donc de personnes aguerris à l'esprit entrepreneurial que les pouvoirs publics doivent soutenir pour leur permettre de développer leurs unités.

-Le marchand ambulant salarié.

Il s'agit d'une personne qui travaille pour le compte d'une autre personne moyennant une rémunération. Dans l'activité du commerce ambulant, certains commerçants ou encore des personnes ayant un capital qu'ils veulent fructifier ou certains fonctionnaires achètent de la marchandise en gros (fruits de saison, légumes), aménagent des étals ou des charrettes et emploient des personnes pour vendre leurs marchandises moyennant un salaire de 50 DH par jour. Selon l'enquête nationale sur le secteur informel, le taux de salariat dans le secteur d'activité « commerce et réparation » est de l'ordre de 10,3%. La faiblesse de ce taux s'explique par le fait que le commerce informel est exercé surtout par les indépendants qui recourent en cas de besoin à l'aide des membres de leurs familles travaillant sans salaire.

-le marchand ambulant non salarié.

Il s'agit plutôt d'auxiliaire de marchand ambulant indépendant. C'est une main d'œuvre informelle non salariée composée d'aides-familiales ou d'apprentis non rémunérés. Elle ne perçoit pas de salaire en raison du lien de parenté direct ou indirect avec les marchands ambulants (conjoint, enfants, frères et sœurs ou personnes avec lien). Les résultats de l'enquête nationale sur le secteur informel montrent que le « commerce et réparation » est le secteur qui accueille la part la plus importante des non-salariés informels avec 48,3% du total des non-salariés du secteur informel.

2- Typologie des points de vente des commerçants ambulants

La configuration du point de vente destiné au commerce ambulant change en fonction de l'étendue de celui-ci et de la densité de la clientèle cible. Ainsi, dans les rues ou sur les boulevards de grande circulation, les marchands ambulants privilégient les tables avec tréteaux, les charrettes poussées ou tirées et les ventes sur le trottoir. En revanche, lorsque le point de vente

pour marchands ambulants ou sédentarisés totalement dans des locaux en ville ou en campagne. Ces points de vente sont reconnus par l'Administration qui se charge d'assurer l'ordre et perçoit des taxes sur les marchands.

est d'une superficie plus grande et moins desservie par les véhicules, on y installe des étals et des tentes qui sont le prélude d'une installation durable.

- *Les souks urbains hebdomadaires*. Ce sont des marchés forains hebdomadaires jouxtant les villes. Ils tirent leurs noms de celui du jour de son organisation. Ils sont caractérisés par la prédominance des légumes et des fruits. Les prix qui y sont pratiqués surtout en milieu et fin de journée attirent beaucoup de ménagères citadines à moyen et bas revenu à la recherche de produits à bas prix. Mais on trouve également des souks urbains spécialisés dans d'autres produits comme les enchères des produits de l'artisanat et de la friperie⁸.

- *Les « souika »* : petits marchés urbains forains. Il s'agit d'une concentration de marchands quasi-sédentaires avec des étals, des tentes et même parfois des abris en tôle eu en roseau.

Néanmoins, la désorganisation et le manque d'hygiène et l'insécurité qui règnent dans ces points de vente lui confèrent le caractère de point noir.

- *Les « Joutia »* : la « Joutia » illustre la sédentarisation de fait des marchands ambulants. De l'artisanat au commerce et à la réparation et autres services, toutes les activités sont pratiquées dans des locaux dépourvus d'équipement de base (assainissement, eau, voirie) ce qui pose de gros problèmes d'hygiène. La circulation dans ces marchés est très difficile à cause de l'étroitesse des allées, l'empiétement des commerçants riverains sur les emprises situées devant leurs locaux et l'occupation des allées par des marchands ambulants. L'environnement de ces points de vente n'est pas en reste offrant lui aussi un spectacle de désolation causé par les odeurs nauséabondes que dégagent les détritiques qui jonchent le sol.

- *Les Boulevards et les Rues*. Dans ces points de vente, les marchands ambulants créent beaucoup de problèmes tant pour l'Administration que pour les habitants. En effet, ils occupent entièrement la voie publique bloquant totalement la circulation. Certains rues et boulevards sont définitivement coupés comme par exemple l'avenue Chouhada à Hay Mohammadi et plusieurs rues au quartier Mers Sultan à Casablanca, place Allal El Kasmi ou Sfa à El Jadida ou Boulevard Ibn Sina à Khemisset ou rue Ghdira Lhamra à Béni-Mellal.

- *Les parkings et les terrains non construits*

Ce sont des espaces non aménagés occupés de fait par les marchands ambulants. Il s'agit de terrains vagues appartenant soit à l'Etat soit à des particuliers. On y trouve toutes les catégories de marchands et tous les produits avec toutefois une domination des légumes et des fruits.

- *Les « marchés pilotes »*.

Ce sont des marchés construits pour abriter les marchands ambulants. Ils sont l'œuvre soit des communes soit réalisés dans le cadre d'une association communes/promoteur privé. Dans ce dernier cas, la commune offre le terrain et le promoteur construit les locaux et prend en charge la gestion en vertu d'une convention passée avec le président de la commune intéressée précisant les droits et les obligations de chaque partie. A Casablanca par exemple, 20 marchés pilotes ont été construits totalisant 4564 locaux.

Axe N°2 : Tentatives avortées d'organisation des marchands ambulants

⁸ A. Fejjal, Op. Cit. Page 55.

La situation actuelle du commerce ambulant ne peut être examinée avec précision que si nous analysons les différentes démarches adoptées par l'Administration territoriale pour manager cette activité. Aussi, distinguons-nous trois démarches principales :

- la démarche d'éradication;
- la démarche de sédentarisation;
- la démarche d'organisation dynamique.

De point de vue chronologique, l'option d'éradication a été appliquée d'une façon exclusive et généralisée dès l'apparition du phénomène des marchands ambulants dans les années soixante du XX^{ème} siècle. A partir des années quatre-vingt dix du même siècle et devant l'échec de sa logique éradicatrice, l'Administration territoriale a privilégié d'autres options visant la sédentarisation et l'organisation dynamique des marchands ambulants.

Nous précisons d'emblée que ces trois démarches ne sont distinctes l'une de l'autre qu'au niveau de l'approche méthodologique. En effet, en l'absence d'une vision unifiée des acteurs concernés par ce problème, chaque Administration territoriale adopte simultanément éradication et sédentarisation ou sédentarisation et organisation dynamique, etc.

A- L'option d'éradication

L'exode rural des populations vers les villes à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle visait l'amélioration des conditions de vie de cette dernière à travers l'exercice d'un emploi dans l'industrie. Mais le ralentissement des créations d'entreprises à cause de la crise économique des années 70 et l'essoufflement de la fonction publique ont contribué à la prolifération des marchands ambulants qui faute de trouver un emploi salarié se sont rabattus sur le commerce. Au départ, l'Administration a toléré l'exercice de cette activité pour apaiser la grogne des chômeurs à l'instar d'ailleurs de la prolifération des bidonvilles. Devant cette inertie de l'Administration, ils ont investi progressivement et anarchiquement tous les quartiers de la ville squattant indifféremment rues, boulevards, places, Ronds points, les autours des édifices publics et religieux offrant un spectacle de désolation par les bruits, les odeurs nauséabondes et les scènes de rixe qu'ils provoquent et les problèmes de sécurité qu'ils engendrent. En effet, la facilité d'accès à cette activité n'exigeant ni autorisation, ni formation est devenue un refuge pour les repris de justice et les délinquants et un lieu de vente et de consommation de drogue. De même, l'existence d'une forte proportion de jeunes intéresse les politiques qui voient en elle une population appréciable susceptible d'être mobilisée lors des échéances électorales. Ils les protègent contre les rafles et les saisies de marchandises des autorités. Ils leur accordent même des autorisations comme c'est le cas à Souk Saïda dans l'Arrondissement communal d'Aïn Sebaa à Casablanca. La vulnérabilité de ces marchands est exploitée également par certains milieux intégristes qui les attirent pour adhérer à leurs projets moyennant l'octroi d'un petit capital pour entamer une activité commerciale ambulante.

La logique poursuivie jusqu'alors est une logique éradicatrice. Le mot d'ordre de l'Administration territoriale est « la lutte contre les marchands ambulants ». À cet effet, les agents d'autorité ont été investis de pleins pouvoirs pour saisir leurs marchandises, leur matériel de pesage (balance et poids) et leurs charrettes. On assiste alors à une véritable chasse à l'homme offrant un spectacle piteux. Les marchandises sont alors soit dénaturées sur place à l'aide de crésyl, soit remises aux orphelinats et autres centres sociaux. Ces institutions sont regorgées de fruits et de légumes entres autres au point de refuser d'en prendre possession. Quant à la

charrette, elle est brûlée ; l'animal mis en fourrière. Malgré ces campagnes répétées, le nombre de ces marchands n'a cessé d'augmenter pour les mêmes raisons évoquées plus haut.

Lassées, les brigades ont lâché du lest. Les campagnes sont devenues sporadiques et irrégulières. Les grandes opérations de nettoyage ne sont entreprises que lors d'un événement ou pour montrer aux marchands ambulants que leur activité est toujours prohibée et que la lutte contre eux n'est pas finie. Entre temps, les brigades de contrôle n'étant plus contrôlées, commettent des abus de connivence avec ces marchands pour ne pas saisir leurs marchandises ou pour laisser le marchand vendre dans telle rue ou tel boulevard ou telle place. Il est même informé de toute éventuelle opération de grande envergure quand elle dépasse ses compétences. En cas de saisie de la marchandise ou de la balance, il peut facilement la récupérer moyennant une somme d'argent.

Par conséquent, à défaut d'éradiquer les marchands ambulants, certaines parties profitent de cette situation participant ainsi à sa détérioration.

B- La tentative de sédentarisation des marchands ambulants

L'option d'éradication ayant échoué, les marchands ambulants se sont renforcés en nombre, en organisation et en influence.

En nombre, leur effectif ne cesse d'augmenter inexorablement sous l'effet de la montée du chômage surtout parmi les jeunes et l'incapacité de l'économie à trouver des solutions au problème de l'emploi. Pratiquement aucune ville quelque soit son importance n'est épargnée. Aucune instance n'est en mesure de connaître leur nombre exact. A titre d'illustration, à Casablanca, les statistiques de la Wilaya du Grand Casablanca annoncent l'existence de 20.725 marchands; alors que celles du Haut Commissariat au Plan en comptent 128.572, soit 10% du total des personnes actives de la région⁹.

En organisation, après plusieurs années de silence et de dispersion, les marchands ambulants se sont organisés professionnellement pour défendre leurs intérêts. Plusieurs organisations ont ainsi vu le jour pour contrebalancer celles des marchands sédentaires qui reçoivent l'appui des organisations professionnelles¹⁰.

En influence, les marchands ambulants se sont assurés au moyen de l'argent de l'appui et de la protection de certains agents de l'Administration c'est-à-dire ceux-là mêmes qui sont censés les éradiquer. Des rues sont totalement coupées et des places investies durablement sans vergogne malgré les réclamations des populations et les usagers de ces infrastructures.

En fin, le statut professionnel du commerçant ambulant a évolué de l'indépendant travaillant seuls ou aidés bénévolement par les membres de leurs familles vers l'employeur qui recrute des personnes pour travailler en tant que marchands ambulants.

Devant l'ampleur de ce phénomène, l'Administration s'est mobilisée pour réorganiser les marchands ambulants dans le cadre de marchés pilotes pour tenter de les fixer. L'idée est de construire des locaux par les communes ou en association entre celles-ci et d'autres partenaires

⁹ - Wilaya du Grand Casablanca -Al Bayane (quotidien du Mardi 25/8/09).

¹⁰ La tentative d'organisation des commerçants de l'Arrondissement de Mers Sultan à Casablanca a provoqué une polémique entre l'Association d'encadrement et d'organisation des marchands ambulants de Derb Soltane et l'Association « AL Wahda » des commerçants sédentaires et professionnels de Derb Soltane-Al Fida. Ces derniers ont observé le mardi 22 avril 2009, un sit-in devant la wilaya du Grand Casablanca pour dénoncer la présence massive des marchands ambulants devant leurs commerces.

publics ou privés et les mettre à leur disposition. La gestion de ces marchés s'effectue par les communes ou par des sociétés privées en vertu de contrats de gérance.

A cet effet, une opération sédentarisation des marchands ambulants a été entreprise dès 2003 entre le Ministère de Commerce, de l'Industrie et de la Mise à niveau de l'économie, les communes de Saïs à Fès, de Mohammedia et d'Aïn Sebaa à Casablanca et la Promotion Nationale au profit de 1103 personnes. Ces dernières offrent le terrain et s'occupent de la gestion; le ministère concerné prend en charge la construction.

D'autres opérations de sédentarisation ont été entreprises par les communes en partenariat avec le secteur privé dont les plus importantes ont été initiées dans la Wilaya du Grand Casablanca en raison de l'ampleur et de la complication du phénomène ambulant. Dans ce cadre, 20 marchés pilotes ont été réalisés pour localiser des marchands ambulants totalisant 4564 locaux dont 8 marchés sont gérés par des sociétés privées¹¹.

En vertu de ces conventions, lesdites sociétés s'engagent à construire des locaux sur un terrain appartenant à la commune, à assurer l'entretien, la propreté, la garde et la sécurité, à appliquer les horaires d'ouverture et de fermeture du marché, à prendre en charge les frais de consommation d'eau et d'électricité et à payer à la commune une redevance trimestrielle d'occupation du domaine public de 90 DH/m². (Voir un modèle de convention en Annexe).

Néanmoins, force est de constater que l'opération de sédentarisation a échoué. Les « marchés pilotes » construits sur des terrains d'une grande valeur foncière et dont certains sont réservés à des édifices publics¹² sont presque à moitié vides. En effet, sur les 4564 locaux, 2587 locaux sont vides, soit 56,68% des locaux.

Nous avons visité quelques marchés pilotes. Le cas du marché de Youssoufia dans la préfecture des Arrondissements de Fida-Mers Sultan est édifiant. Ce marché adossé à la gare routière Ouled Ziane est construit dans le cadre d'un partenariat entre la Municipalité de Bouchentouf et la société Konifa pour construire et gérer 347 locaux de 2m² sur un terrain communal. La société s'engage à assurer l'entretien, la propreté, la garde et la sécurité, à appliquer les horaires d'ouverture et de fermeture du marché, à prendre en charge les frais de consommation d'eau et d'électricité et à payer à la commune une redevance trimestrielle d'occupation du domaine public de 90 DH/m². En contrepartie, elle perçoit des marchands un loyer quotidien de 10 DH/ local. Les locaux sont trop exigus. À l'intérieur, ils sont occupés essentiellement par les bobineurs de fil provoquant un grand bruit. La quasi-totalité des locaux sont fermés. Seuls ceux donnant sur la rue sont opérationnels mais seulement après que leurs propriétaires ont modifié les ouvertures qui donnaient sur l'intérieur ouverts désormais sur l'avenue pour les rentabiliser. Selon un mécanicien, le loyer mensuel d'un local varie situé à l'intérieurs est de 500 DH ; alors qu'un local donnant sur la rue est loué à 700 DH. Malgré ce prix médiocre compte tenu de la position du marché, ce dernier est vide parce qu'il est proche de « Kissariat de Haffarine » réputé à Casablanca. Au début, des spéculateurs ont acquis plusieurs locaux, mais n'ont pas pu les céder faute d'acquéreurs. Actuellement, ils ne demandent que 20.000 à 40000 DH le local contre 70.000 DH auparavant. En fait, les locaux ont été attribués à des personnes qui n'ont rien à voir avec le commerce (fonctionnaires, médecins) à des fins

¹¹ Il s'agit des sociétés ETRO, SORSA, KONIFA, Al Omrane et SOCEDMA.

¹² C'est le cas du souk Yasmina à Aïn Chock construit sur un terrain réservé à la construction d'une école par le plan d'aménagement.

spéculatives. D'ailleurs, les commerçants ne paient plus leur loyer depuis 5 ans à cause du manque d'activité.

L'échec de l'opération de sédentarisation est illustré par d'autres exemples similaires tels que:

- le marché Hay El Kheir sis dans l'Arrondissement communal d'Ain Chock et géré par la société SORSA. 48 locaux sont vides. Les locaux occupés servent actuellement de dépôts de stockage de marchandises que les propriétaires écoulent en dehors du marché aggravant le phénomène des marchands ambulants au niveau de la métropole ;
- le marché pilote de Mountigui dans l'Arrondissement communal d'Ain Sebaa construit pour sédentariser les marchands ambulants de Derb My Chérif (Boulevard Chafai Najem). Ce marché de 274 locaux financé conjointement par le Ministère de Commerce, de l'Industrie et de la Mise à niveau de l'économie à hauteur de 3.000.000 DH, la Promotion Nationale au moyen d'une enveloppe de 900.000 DH et l'Arrondissement communal d'Ain Sebaa est à présent en état de délabrement. L'opération de sédentarisation a complètement échoué. Les commerçants refusent de s'y installer prétextant que le nouveau marché est loin des habitants qui préfèrent faire leurs courses dans un marché sauvage à Hay Saïda.

- Un autre marché pour marchands ambulants a été construit par la société SORSA en vertu d'une convention avec le Président de la Commune de Ain Sebaa pour la gestion de ce marché sis Allée de la Plage. Mais, ce marché pilote ne fonctionne plus. Un litige oppose les quelques occupants restants avec le gérant portant sur le règlement des arriérés dus à la société qui ne sont pas payés à cause de la baisse d'activité.

Selon le gérant et les occupants, la réinstallation des marchands ambulants à proximité dudit marché a été à l'origine de ce problème. Il affirme que les autorités font preuve de laxisme lorsqu'il s'agit de lutter contre ces marchands ;

- dans la préfecture des Arrondissements de Hay hassani, les marchés pilotes suivants sont inexploités totalement ou partiellement. Il s'agit de:
- Marché Lamaallem Abdellah : 696 locaux dont 629 locaux inexploités ; soit 90,37%. Selon les autorités, ce marché confié à un particulier est mal géré;
- Marché Sidi El khadir 1 : 238 locaux dont 228 locaux inexploités ; soit 95,80%. Ce marché est géré par la société SORSA en litige avec les occupants pour les mêmes raisons ;
- Marchés de Sidi ElKhadir 2 et de Chadia: Ces marchés composés respectivement de 245 et de 210 locaux inexploités sont gérés également par la société SORSA.

La préfecture de Mohammedia n'est pas en reste. Deux marchés pilotes construits en partenariat avec le Ministère de Commerce, de l'Industrie et de la Mise à niveau de l'économie l'un au quartier Errachidia, comprenant 222 locaux et l'autre au quartier Mesbahiat composé de 299 locaux pour sédentariser les marchands ambulants. Néanmoins, l'opération s'est soldée par un échec. En effet, en ce qui concerne le marché de Mesbahiat, l'emplacement choisi se trouve loin des habitants. De surcroît, il est situé à côté du marché de gros. Les clients ont l'habitude de se regrouper pour acheter en gros des caisses de légumes et de les répartir entre eux bénéficiant ainsi d'un prix avantageux. Actuellement, ce marché pourtant bien conçu, est déserté par ses occupants.

Concernant le marché pour ambulants d'Errachidia, il est bien situé mais il a subi le même sort que celui de Mesbahiat. En effet, le nombre de commerçants bénéficiaires qui est de l'ordre

de 1300 personnes dépasse de loin la capacité de marché (222 places). Par conséquent, les non bénéficiaires se sont installés en dehors du marché détournant ainsi les clients des commerçants exerçant à l'intérieur du marché pilote. Pour contrecarrer la baisse de leur activité, ces derniers ont abandonné leurs locaux et ont élu domicile à leur tour sur la voie publique.

A Rabat, quatre terrains à Youssoufia et à Yacoub Al Mansour d'une capacité de recasement de 2000 commerçants ont été aménagés avec un investissement de l'ordre de 3.400.000 DH. Mais cette opération n'a pas eu d'effets car d'autres marchands ambulants venus d'autres villes sont apparus dans les lieux évacués par les commerçants recasés. Selon un responsable, « ce fléau ne risque jamais de disparaître tant que le problème de l'exode rural n'est pas résolu ». Et d'ajouter que « le seul moyen de le combattre reste l'organisation de campagne d'assainissement ».

En définitive, l'opération de sédentarisation entamée tambour battant par les autorités centrales et locales s'est soldée par un échec cuisant en raison essentiellement de la mauvaise conception et organisation des marchés pilotes. Cette carence se manifeste à plusieurs niveaux:

1- L'insuffisance structurelle de l'offre en locaux commerciaux.

L'opération de sédentarisation avait pour finalité de reloger les marchands ambulants anciens dont le nombre est déterminé sur la base de recensement ou plutôt des estimations des autorités locales. Estimations car connaître le nombre exacte des marchands ambulants est une tâche très difficile voire franchement impossible pour plusieurs raisons :

- le commerce ambulant est une activité mouvante. Il peut être exercé par tout le monde. Chaque jour, de nouveaux commerçants venus des campagnes ou des villes se ruent sur cette activité facile à entreprendre ;
- chaque fois que les autorités comptent recenser les marchands ambulants même discrètement, l'information se répand très vite et tout le monde se présente dans l'espoir d'obtenir un local ou une hypothétique faveur;
- le nombre de locaux construits est très en deçà de la demande. Les non bénéficiaires continuent de vendre leur marchandises aux alentours du marché pilote réduisant ainsi substantiellement l'activité des commerçants intérieurs. Ceci les oblige à abandonner leurs locaux à la recherche de leur clientèle.

De même, l'assiette foncière affectée au marché qui n'a pu contenir le nombre élevé de demandes. Pour satisfaire toutes les demande, on a construit des locaux à la hâte sans plans autorisés et faisant fi des normes de construction (locaux trop étroits dépourvus d'assainissement, d'électricité, d'eau, de moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie. Ceci a contraint les commerçants à mettre des barils d'eau dans les allées du marché gênant ainsi la circulation interne. De même, les eaux usées sont déversées sur la chaussée créant des odeurs nauséabondes; Le manque d'harmonie entre les activités à l'intérieur du marché, voire même des situations antihygiéniques. Ainsi, des vendeurs de poulet vivant ou de poisson se trouvent à côté des vendeurs d'olive, de produits laitiers, ou d'épices créant des problèmes de salubrité inextricables ;

2- Mauvaises implantations des « marchés pilotes »

Les « marchés pilotes » sont construits loin des populations (cas du marché El Kheir à Ain Chock, ou celui d'El Mesbahiat à Mohammedia). Par conséquent, ils ont été désertés faute de demande. De même, la spéculation sur les locaux par les élus a conduit à introduction de bénéficiaires totalement étrangères à la profession (cas du marché Chrifa à Ain Chok).

3- Conventions entachées de vices juridiques

Les conventions signées avec les sociétés gestionnaires sont illégales car elles ne sont pas approuvées par l'autorité de tutelle étant donné que la durée de validité dépasse 10 ans (3 ans renouvelables par tacite reconduction). De même, leur renouvellement par tacite reconduction les transforme de fait en conventions de longue durée. Il va sans dire que ce genre de conventions empêche tout contrôle des conditions d'exploitation du service par le concessionnaire et une éventuelle renégociation des clauses.

4- Les financeurs des marchands ambulants

Des employeurs appelés « moul chkara » c'est-à-dire des personnes ayant un capital par lequel ils achètent des petites charrettes, les remplissent en fruits ou légumes et la confient à une tierce personne qui s'occupe de la vente moyennant un salaire d'environ 50 DH par jour. Ils s'approvisionnent en gros directement à partir de la ferme sans passer par le marché de gros pour ne pas payer les taxes prévues par la loi et en contrevenant à la réglementation qui oblige les grossistes à passer par le marché de gros dans les villes où ils existent¹³. D'autres louent des charrettes vides à 50 DH la journée.

D'autres facteurs ont entravé la réussite de l'opération de sédentarisation comme le laxisme de l'Administration, l'intervention des commerçants sédentaires et la prolifération d'activités satellites

Toutefois, il est trivial de constater que malgré l'échec des opérations de sédentarisation, les autorités continuent de construire d'autres « marchés pilotes » alors que des investissements énormes dans des marchés similaires se sont avérés totalement improductifs. Les marchés demeurent vides après le refus des marchands ambulants de les occuper pour les raisons évoquées précédemment. C'est le cas du marché de Hay Ennassim réalisé par la société Annamoudaj pour sédentariser les marchands ambulants de Hay Ennassim, Rues Dafla, El Ward, Nistrine, Arjoine, ainsi que l'Angle des Rues Miskellil et Mimouza à Casablanca. Il en est de même du parking du centre commercial de Lissasfa toujours à Casablanca destiné à reloger les marchands ambulants squattant le côté arrière dudit centre.

D'autres opérations similaires sont entreprises dans d'autres villes dans le cadre de l'initiative nationale pour le développement humain (INDH). Ainsi, une plate-forme commerciale a été réalisée à Dhar Lemhalla à Oujda pour la sédentarisation de 140 marchands ambulants sur une superficie de 1400 m² avec un montant de 1.755.128 DH. Deux autres opérations similaires ont été entreprises à Fès, l'une dans l'Arrondissement de Zouagha au profit de 300 commerçants d'une enveloppe de 400.000 DH et l'autre à Souk Sellaline ayant coûté 7.500.000 DH.

C- L'option d'organisation dynamique.

Les étapes d'éradication et de sédentarisation se sont avérées inefficaces. Le nombre de marchands ambulants ne cesse d'augmenter irrémédiablement. Il s'est imposé en véritable problème d'une gravité telle que les pouvoirs publics tant au niveau central que local sont incapables de le gérer. Bien plus, l'emploi des méthodes musclées, la mise en place de solutions ponctuelles, hâtives et factices ajoutées à la complicité de certains agents de l'Administration ont fait perdre à celle-ci toute crédibilité.

Soucieux de préserver leur avenir, les marchands ambulants commencent à s'organiser en Associations pour défendre leur activité. Ils réclament leur droit à la reconnaissance de leur statut

¹³ Article 54, alinéa 4 de la loi 06-99 sur la liberté des prix et de la concurrence.

de partenaire important dans le tissu commercial marocain à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays.

Pour appuyer leurs revendications, ils invoquent leur participation à la création de la valeur ajoutée et à l'emploi. Ainsi, s'appuyant sur les statistiques du Haut Commissariat au Plan, ils affirment l'existence de 729.215 unités informelles ne disposant pas de locaux professionnels ; acculées qu'elles sont à opérer sur la voie publique ou sont ambulatoires, soit 59,13% de l'ensemble des unités du secteur informel au Maroc (1.233.240 unités). Elles réalisent un chiffre d'affaires annuel moyen de l'ordre de 73.978,86 millions de dirhams représentant 44,47% du total du chiffre d'affaires réalisé par le secteur informel tout entier. En matière de création d'emploi, ces unités emploient 969.183 personnes, soit 51% des emplois créés dans le secteur informel.

Devant la montée des réclamations des commerçants sédentaires d'un côté et la recrudescence des marchands ambulants de l'autre, les responsables de l'Administration territoriale ont été obligés de tenter de réorganiser ces derniers en tenant compte des expériences passées.

Conscients de la nécessité d'organiser cette force silencieuse, certains responsables de l'Administration territoriale locale notamment à Casablanca et plus précisément à la Préfecture d'Ain Sebaa - Hay Mohammadi ont été incontestablement pionniers en matière d'organisation opérationnelle dynamique généralisée entreprise dès 1992. Bien après, en 2007, la Préfecture des Arrondissements de Fida-Mers Sultan toujours à Casablanca lui a emboité le pas en tentant une expérience similaire mais limitée dans le temps et dans l'espace. Nous nous proposons de présenter les deux expériences ainsi que les causes ayant conduit à leur échec.

1- L'opération d'organisation dynamique globale de la préfecture d'Ain Sebaa- Hay Mohammadi

L'élaboration de cette stratégie a été décidée sur notre instigation en 1992 alors que je dirigeais la Division Economique et Sociale de cette préfecture. À cette époque, des agglomérations de marchands ambulants ont envahi pratiquement tous les lieux (Hay Saida, LaMontoise, autour du Kissariat de hay Mohammadi, blocage du boulevard Chouhada, quartier Lavillette, autour de Souk Salam, devant Souk Bazil, au boulevard Chafai Najem, entre les bâtiments de Hay Mohammadi, Rue Sijilmassa au quartier Belvédère dans la Commune d'Essoukhour Essaouda, sous le pont de l'autoroute vers Benslimane, Rue Kassi Fekkak à Ain Sebaa,) ; sans compter les marchands déambulant en solo dans toutes les rues de la préfecture. Nous avons été chargé par le gouverneur de la préfecture d'organiser ces marchands. La stratégie adoptée était basée d'abord sur l'idée de bannir le mot « lutte ou éradication » qui prévalait chez l'autorité locale en charge du dossier des marchands ambulants et de le substituer par la logique de « organisation ».

Après avoir rallié le top management (gouverneur et secrétaire Général) à cette nouvelle conception, j'ai entamé des réunions avec les autorités locales, les présidents des communes, le commandant préfectoral des Forces Auxiliaires et le chef de sûreté préfectorale pour les informer et les adhérer à la nouvelle approche. Ensuite, j'ai tenu des réunions avec les marchands ambulants aux sièges des Arrondissements pour leur présenter le plan d'organisation et écouter leurs remarques, griefs et suggestions.

Les principaux axes de ce programme d'organisation dynamique se résument comme suit :

- proscrire toute idée de sédentarisation ou de fixation ;

- tous les principaux points de vente sont maintenus pour ne pas éloigner les marchands de leur clientèle habituelle ;
- aucun marchand ambulant de quelque origine qu'elle soit ne sera exclu ;
- le principe de la mobilité ne doit souffrir d'aucune exception. Les marchands doivent abandonner les abris fixes construits sur la voie publique et les remplacer par des moyens mobiles ;
- le programme initial se base sur un calendrier d'une demi-journée de 8 heures à 14 heures.
- à l'intérieur du point de vente, les places ne sont pas personnalisées. Autrement dit, la place est à celui qui l'occupe durant la journée ;
- à 14 heures, le service de nettoyage de la commune procédera au nettoyage pour délivrer le point de vente (rue, boulevard, place publique, parking) et le rendre praticable pour remplir sa fonction habituelle. En contrepartie, la commune perçoit des taxes pour le service rendu.
- le marchand ambulant exercera désormais son activité en toute quiétude, étant considéré comme acteur d'animation économique à part entière.

Un mois après le lancement de l'opération, le comité de pilotage s'est réuni sous ma présidence pour évaluer l'opération. Les représentants des marchands ambulants ont formulé des réserves portant essentiellement sur la durée d'ouverture et de fermeture des points de vente. Ils ont indiqué qu'une demi-journée est insuffisante pour leur permettre d'écouler leurs marchandises surtout qu'ils ne peuvent exercer une autre activité. Ils ont demandé de proroger les horaires à 23 heures pour leur permettre de vendre leurs marchandises aux ouvriers qui travaillent le soir.

Le comité de pilotage a modifié le programme pour tenir compte de toutes ces requêtes devenant comme suit :

- chaque point de vente ouvre et ferme par alternance durant une demi-journée de façon à ce que si les points A-B et C par exemple ouvrent de 8 heures à 14 heures, les points D, E et F ouvrent de 14 heures à 23 heures. Ce faisant, le marchand devient véritablement ambulant.

Cette stratégie d'organisation présente des avantages pour le marchand ambulant, pour l'Administration, pour la population et pour les commerçants sédentaires.

- Avantages pour le marchand ambulant

En vertu de cette organisation, le marchand ambulant peut exercer son activité en toute quiétude sans être dérangé par personne car il est reconnu comme commerçant à part entière. Par ailleurs, il peut travailler à temps plein dans le cadre du programme tracée en ayant à sa disposition un éventail large de choix de points de vente sur tout le territoire de la préfecture et ce faisant, il peut élargir son portefeuille client. En fin, les problèmes de corruption sont circonscrits voire même évités.

- Avantages pour l'Administration

Pour l'Administration, le concept de mobilité est pleinement respecté. Révolu donc l'habitude de sédentarisation qui prévalait jusqu'alors. Les marchands sont confinés dans des lieux désignés ne débordant pas sur la chaussée et ne bloquant pas la circulation. Par ailleurs, les horaires de fermeture étant connus, la Commune peut réaliser son programme de nettoyage en toute certitude et percevoir des taxes moyennant les services rendus (nettoyement, occupation du domaine public communal) qui servent à renflouer sa trésorerie.

- Avantages pour la population

Pour la population, le service de proximité est assuré et les prix des produits sont abordables. De même, grâce à l'implication de la commune qui garantit l'hygiène et la salubrité, les points de vente retrouvent leur état habituel pour être utilisés par les usagers avec quiétude une bonne partie de la journée durant les horaires de fermeture.

- Avantages pour les commerçants sédentaires

Les marchands ambulants opèrent désormais dans des lieux désignés et pendant des heures limitées n'encombrant pas les lieux d'exercice du commerce sédentaire. Bien au contraire, grâce aux prix qu'ils pratiquent, les marchands ambulants attirent les clients et créent une animation autour du point de vente bénéfique à toutes les autres activités environnantes.

Cette opération a connu un franc succès parce qu'elle a été élaborée de concert avec les marchands ambulants. Néanmoins, après quelques mois de mise en application, nous avons constaté un relâchement des services de l'Administration chargés de l'exécution du programme. Par conséquent, les horaires de fonctionnement des points de vente ne sont plus respectés, les forces de l'ordre tolèrent le redéploiement des marchands ambulants partout, la commune n'assure plus le service de nettoyage des points de vente. Manifestement, l'organisation n'a pas été du goût de certains agents de l'Administration parce qu'elle heurtait leurs intérêts qui ne peuvent être sauvegardés qu'en maintenant une situation de chaos, de flou et de désorganisation.

Décidemment, la réussite de l'organisation des marchands ambulants requiert une réelle volonté politique d'abord et surtout des agents de l'Administration.

2- L'opération d'organisation dynamique limitée de l'Arrondissement communal de Mers Sultan

Pour l'exécution de cette opération, les autorités ont adopté une démarche participative englobant toutes les parties concernées (élus, population, organisations relevant de la société civile, commerçants sédentaires et marchands ambulants) ayant pour finalité de « garantir une vie décente aux marchands ambulants » (14) tout en :

- protégeant les commerçants sédentaires contre la concurrence déloyale des marchands ambulants (idée gagnant/gagnant);
- libérant le domaine public ;
- sauvegardant les spécificités commerciales et touristiques de la région dans la perspective de la transformer en lieu d'animation à l'image de la place Jamaa Lafna à Marrakech ou au marché aux puces de Paris ou comme Portobello et Notting Hill à Londres.

Pour cerner les caractéristiques des marchands ambulants de l'Arrondissement de Mers Sultan, une enquête a été effectuée par la Délégation régionale de Haut Commissariat au Plan et dont les principales conclusions sont les suivantes :

- 7700 marchands ambulants exposent quotidiennement leurs produits dont 76% des hommes, 21% des femmes et 3% d'enfants ;
- les produits vendus sont à dominance d'habillement (52%), les chaussures (12%), produits électroménagers et articles décoratifs (5%) et divers ;
- 95% des marchands ambulants sont des chômeurs ;
- le niveau scolaire de 88% des marchands ambulants ne dépense pas l'enseignement secondaire ;
- le commerce ambulant constitue pour 95% d'entre eux l'unique source de revenu.

La stratégie d'organisation élaborée porte sur la division du territoire de l'Arrondissement communal en deux catégories de zones: des zones dites « Rouges » au nombre de sept où la vente est totalement interdite. Il s'agit l'avenue Med VI, des Rues Maamora, Ait Yafelmane, Abbassides, Smiren, du Gharb et de la Place Taj et des zones dites « bleues » où la vente est autorisée une seule fois par semaine selon un calendrier préétabli. Elle limite les marchandises autorisées à la vente aux fruits et légumes, à l'habillement et aux ustensiles de cuisine.

La stratégie comporte également une campagne de communication visant la sensibilisation des habitants, des commerçants sédentaires et ambulants de l'Arrondissement de Mers Sultan sur le contenu et sur la portée de cette opération et les invite à y adhérer. Parallèlement, des brigades de contrôle procédaient à la saisie des charrettes en application de l'Arrêté communal interdisant la circulation charrettes tirées par des animaux à l'intérieur du périmètre urbain, à la libération de la voie publique et la destruction des locaux commerciaux construits sans autorisation sur le domaine public.

Toutefois, l'opération d'organisation des marchands ambulants n'a pas atteint l'objectif fixé en dépit de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires. L'échec de cette opération est dû à deux facteurs principaux :

14) Division des Affaires Economiques et de la Coordination-Préfecture des Arrondissements Fida-Mers Sultan Casablanca.

- la limitation de l'opération dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace d'abord, le territoire de l'Arrondissement communal de Mers Sultan avec ses 7,74 km² de surface ne peut contenir tous les marchands ambulants. Pire encore, même cette surface est amputée des zones dites rouges où les marchands ambulants sont interdits d'exercer leur activité. Dans le temps ensuite, les marchands ambulants ne peuvent vendre sur un point de vente qu'une fois par semaine. Cette mesure est irrationnelle car elle ne tient pas compte de la réalité de cette activité exercée par des personnes issues de l'exode rural ou citadines et qui ont cherché vainement du travail à temps plein dans les secteurs formels. N'ayant pas trouvé cet emploi, ils se sont rabattus sur le commerce ambulant mais pour travailler toute la journée et non pour quelques heures seulement. D'ailleurs, l'enquête que nous avons menée auprès des marchands ambulants révèle qu'ils travaillent en moyenne 9 heures 30 mn. par jour, soit 66 heures par semaine. Ils préfèrent le travail nocturne et travaillent même pendant les jours fériés lorsque les agents de l'Administration territoriale ne sont pas en service ;

- le laxisme des différents intervenants confirmé d'ailleurs par les responsables de cette préfecture. Curieusement, nous retrouvons les mêmes causes ayant conduit à l'abandon de l'opération entreprise auparavant par la préfecture d'Aïn Sebaa- Hay Mohammadi.

3- L'opération d'organisation dynamique des marchands ambulants de produits de la Mer (MAPM)

Il s'agit d'une opération pilote réalisée dans le cadre de l'INDH en partenariat entre l'office national des pêches, l'INDH, l'Agence de développement social, le conseil préfectoral et les associations de micro- crédit Zakoura, Al Amana, Planet Finances-Maroc et BP).

Cette opération consiste à accompagner l'organisation de 528 MAPM des ports de Casablanca, Mohammedia, Safi, Agadir et El Jadida pour leur permettre d'accroître leurs revenus par l'amélioration des conditions de commercialisation, de manutention et de transport de poisson au détail et la garantie de la qualité des produits de la Mer proposés à la vente.

Pratiquement, il s'agit de leur apporter un appui technique et financier pour l'acquisition d'équipements mobiles (triporteurs ou motocycles) munis de caissons isothermes à des conditions avantageuses.

Selon les responsables de la Wilaya du Grand Casablanca, les MAPM ont pu grâce à ces équipements assurer de nouveaux services tels que la livraison à domicile, aux restaurants et aux hôtels, ce qui leur a permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 150 DH à 1000DH par jour. Cependant, ces marchands n'ont pas observé les consignes d'hygiène qui leur sont imposées en continuant d'exposer leurs marchandises périssables sur la chaussée en dehors des caissons isothermes aménagés à cet effet.

Conclusion

La prolifération des marchands ambulants et leur omniprésence dans le vécu quotidien des villes marocaines avec tous les problèmes subséquents concernent pratiquement chaque ville marocaine quelle que soit son importance. Il s'est imposé en véritable phénomène défiant tout autant les pouvoirs publics que les habitants. La problématique du commerce ambulant évolue dangereusement si les différents intervenants n'abandonnent pas les solutions de replâtrage et de facilité et n'élaborent une véritable stratégie basée sur un diagnostic rationnel et dépourvu de langue de bois.

En effet, la facilité d'accès à cette activité, le manque de contrôle des personnes, ainsi que les produits qui y sont vendus, rendent cette activité opaque échappant à tout contrôle des autorités. Traqués en permanence par tout le monde (autorités locales, Forces auxiliaires, Police, habitants), les marchands ambulants affaiblis, fébriles et dépossédés de leurs marchandises sans jugement ni même un récépissé de confiscation deviennent une proie facile à quiconque en mesure de les protéger. Cette armée de réserve silencieuse est traversée par plusieurs courants aussi bien politiques que religieux. Elle est courtisée par les différents candidats à l'approche des échéances électorales. Les courants intégristes exploitent leur misère et leur ignorance pour les attirer en leur accordant des aides financières pour leur permettre d'exercer une activité génératrice de revenu. Autre avatar du commerce ambulant ; il constitue un lieu de prédilection pour les repris de justice, les délinquants et les vagabonds qui utilisent les marchés pour ambulants comme refuge.

L'organisation anarchique et la prolifération incontrôlée des marchands ambulants créent plusieurs problèmes au niveau de l'hygiène et de la salubrité publique, de la circulation, du stationnement, de la quiétude et de la sécurité des populations riveraines, de la concurrence déloyale du commerce organisé et de la commercialisation de certains produits prohibés. En fin, il constitue un manque à gagner pour le trésor public (Etat et collectivités locales)

La situation actuelle du commerce ambulant est fondamentalement un problème de gouvernance. Elle est la conséquence d'une gestion catastrophique basée sur les interventions musclées ou les solutions improvisées. Les politiques éradicatrices ou de sédentarisation n'ont pas résolu le problème des marchands ambulants car l'une et l'autre sont orchestrées pour leur donner le maximum de retentissement lors d'un événement. Résultat, le nombre de marchands ambulants ne cesse d'augmenter de façon exponentielle.

Dés lors, la question se pose de savoir pourquoi le commerce ambulant rejeté et combattu par tout le monde au Maroc ; alors que par ailleurs il joue un rôle d'animateur économique de grande importance. En effet, même dans les pays développés où la concurrence est rude, le commerce non sédentaire continue de remplir sa fonction à côté du commerce sédentaire. Même au Maroc,

les études effectuées montrent qu'il est acteur économique et social incontournable. Il est créateur de valeur. Il constitue une activité génératrice de revenu et créatrice d'emploi. C'est un substitut provisoire à l'emploi salarié, un domaine propice à l'entrepreneuriat, une activité de proximité convenable aux ménages à faible revenu et un palliatif à l'insuffisance des marchés municipaux et à leur incapacité à satisfaire les besoins des clients en quantité et en qualité.

Si tel est le cas, n'y a-t-il pas d'autres alternatives aux logiques stériles d'éradication ou de sédentarisation ?

Références bibliographiques.

Auteurs.

- **BRASSENS, Charline**, Secrétaire générale de la Confédération Nationale des Syndicats des Commerçants des Marchés de France, « Exercice du commerce non sédentaire », Intervention lors de la journée d'étude sur le secteur informel commercial informel à Mohammedia, le 03/02/2005.

- **CHAIR, Abdelwahed**, « Liberté des prix et concurrence », Editions Maghrébines, Casablanca, 2000, 152 pages.

- **GILDAS, Simon**, « Marchands ambulants et commerçants étrangers en France et en Allemagne fédérale », 1984.

- **GOUREVITCH, Jean Paul**, « l'économie informelle : de la faillite de l'Etat à l'explosion des trafics », 2002.

- **JABARI Mohammed**, « la police d'hygiène communale », Ed. Dar Karaouine, Casablanca, 2003, 128 pages.

- **LAUTIER, Bruno**, « L'économie informelle dans le tiers-monde », Ed. La Découverte, Paris 2004.

- **MOZERE, Liane**, « travail au noir, informalité : liberté ou sujétion ?, une lecture de travaux relatifs à l'économie informelle », 1999.

- **PESTIEAU, Pierre**, « L'économie souterraine », Ed. Hachette, Paris, 1998, 320 pages.

- **SALAH DINE, Mohamed**, « Les enjeux politiques de l'économie informelle au Maghreb : Etudes sur l'économie parallèle », Ed. Société marocaine des éditeurs réunis, Rabat, 1991, 208 pages.

Enquêtes sectorielles.

- **Association Al Irfane de l'action culturelle et sociale**, « diagnostic social de l'ancienne Médina de Casablanca », INDH, 2008.

- **Chambre de commerce, d'industrie et de Services de Mohammedia**, « Journée d'étude sur le secteur informel commercial informel à Mohammedia », Mohammedia, le 03/02/2005.
- **DIRECTION DE LA STATISTIQUE**, « Enquête nationale sur le secteur informel non agricole », 1999/2000.
- **Préfecture des Arrondissements de Fida- Mers Sultan**, « stratégie d'organisation des marchands ambulants de l'Arrondissement communal de Mers Sultan ».
- **Ville de Casablanca**,
 - Arrêté Municipal Permanent du 31/03/1930 relatif à l'hygiène générale et édictant des mesures prophylactiques contre les maladies contagieuses.
 - Arrêté Municipal Permanent du 02/01/1952 portant règlement général de voirie et de construction.
 - Problématique des marchands ambulants à Casablanca ».